



A l'invitation du maire de Corlay, des représentants de l'intersyndicale Solidaires, FO et CGT ont pu assister vendredi 7 juillet à la réunion provoquée par le député Marc LE FUR au sujet de la fermeture de la trésorerie.

M. HALBIQUE, sans grande surprise, a présenté ses arguments en faveur de la fermeture de Corlay et ce malgré les bons résultats obtenus par les collègues. Il a donc repris les arguments éculés : suppressions d'emplois, difficultés d'affectation et baisse du budget de fonctionnement.

Les élus locaux présents (maires de Corlay, Plussulien, Le Haut Corlay, Saint Martin des Prés, Saint Ygeaux, Bon Repos sur Blavet, élu au conseil départemental...) ont souligné les conséquences d'un tel choix pour leurs collectivités et concitoyens, pour leur milieu rural et l'accentuation de sa désertification.

Affirmant ne pas vouloir reculer, M. HALBIQUE a proposé d'adapter son projet sur 3 points :

- les élus auront le choix "d'accepter" le transfert sur Rostrenen ou Loudéac,
- des permanences lors des campagnes IR et d'avis seront tenues,
- des permanences "conseils aux élus" seront proposées à la DDFIP à la demande des élus.

Suite à ces propositions, notre sentiment est que les élus ont eu l'impression d'obtenir des concessions sans pour autant obtenir l'essentiel : le maintien de la trésorerie de Corlay.

Nous leur avons fortement conseillé de s'adresser au Préfet et aux Ministres concernés (Ministre des Finances Publiques et Ministre de la Cohésion des Territoires) seuls en capacité de maintenir la trésorerie de Corlay ouverte et symbole du service public de proximité.

A la suite de cette réunion, nous sommes allés rendre compte aux collègues de Corlay qui nous ont réaffirmé leur attachement à leur service et leur sentiment de forte déception vis à vis de la direction.

Désormais, la décision appartient au Ministre, et sera fonction des initiatives des élus locaux !